

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1406 - 29 juin 1989 - 4,5 F

D 1406 NICARAGUA: SONDAGE D'OPINION

Le 19 juillet 1989, le gouvernement de Managua célébrera le dixième anniversaire du renversement du général Somoza (cf. DIAL D 548 et 552). La dynamique de paix, instaurée par l'accord multilatéral d'Amérique centrale d'août 1987 (cf. DIAL D 1231), se poursuit malgré les lenteurs inévitables (cf. DIAL D 1396). Des élections générales, après celles de novembre 1984 (cf. DIAL D 984), sont prévues pour le début de l'année prochaine.

Dans ce contexte, la réalisation d'un sondage d'opinion selon les méthodes éprouvées, est un événement important de la connaissance de la réalité politique et sociale du pays. Ce "sondage d'opinion sur la paix et la démocratie" a été mené les 4 et 5 juin 1988, dans le cadre de l'Université centro-américaine de Managua, par l'Institut Itztani. Le sondage a porté sur un échantillon de 1129 personnes de plus de 16 ans (âge du droit de vote). Remarque importante: le sondage n'a été réalisé que dans la capitale, Managua, pour une population en âge de voter, estimée à 350.516 personnes de plus de 16 ans.

Les résultats complets de ce sondage viennent d'être publiés intégralement en français dans le livre "Nicaragua An X - Le premier sondage d'opinion des habitants de Managua", Editions du Témoignage Chrétien, Paris 1989. Avec l'aimable autorisation de l'éditeur français, nous reproduisons ci-après l'introduction de la revue nicaraguayenne *Encuentro* de septembre-décembre 1988 sur les résultats de ce sondage. Nous y ajoutons quelques tableaux significatifs.

Note DIAL

1. Editorial de la revue *Encuentro* de Managua présentant les résultats du "sondage d'opinion sur la paix et la démocratie"

LA DOUBLE MORALE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE ET LE SONDAGE D'OPINION PUBLIQUE A MANAGUA

Vingt-quatre heures après le passage de l'ouragan Gilbert, la Jamaïque recevait près de 500 millions de dollars de crédits extérieurs et de dons de la part de l'AID et de la Banque mondiale. Le Nicaragua, deux semaines après le passage de l'ouragan Joan n'avait reçu que 23 millions de dollars (la plus grande partie sous forme de biens et non de devises) pour faire face aux 878 millions de dollars de pertes occasionnées par la catastrophe.

Plusieurs pays ont fait savoir, par des pressions discrètes, que leur aide dépendait de la mise en liberté des "héros de Nandaime", les dirigeants de la Coordination démocratique nicaraguayenne, dont les positions sont proches de celles de la Contra et qui sont détenus à la suite de la manifestation-provocation de Nandaime de juillet 1988. Au lieu de couvrir la tragédie qu'a subie le peuple nicaraguayen, le *Washington post* jugeait, en deux articles, que le gouvernement n'avait pas su organiser la défense civile, que les destructions dues au cyclone n'étaient pas si graves, et il mettait ses lecteurs en garde contre la sur-évaluation des pertes à laquelle les sandinistes pouvaient être tentés de recourir pour couvrir leur mauvaise gestion économique.

Il semble bien, au vu de la double morale qui régit la politique internationale, que le Nicaragua n'ait pas le droit de subir un désastre naturel. Il semble même que ce soit le seul pays de la planète dont on attende qu'il réalise une réforme économique sans recevoir le moindre appui en devises de la part de la communauté financière internationale. On dit que les économistes du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale sont satisfaits de la nouvelle politique économique et qu'ils reconnaissent qu'aucun autre pays de l'hémisphère n'a jamais réalisé une réforme aussi marquée par l'austérité que le Nicaragua. Les "paquets" économiques de 1988 ont été, pour l'économie et pour le peuple, une véritable opération chirurgicale sans anesthésie. Mais, avec leur double morale, les directions du FMI ressemblent à des médecins anesthésistes macabres qui riraient de la souffrance du patient attendant leur aide pour supporter l'opération.

Le cynisme du personnel politique des pays développés et des moyens de communication internationale atteint des sommets lorsqu'il s'agit de la démocratie. On ferme les yeux sur le génocide perpétré contre le peuple guatémaltèque et sur la violation systématique des droits de l'homme au Salvador ou au Honduras, tandis que l'on refuse au Nicaragua son droit de faire appliquer ses propres lois sans se voir taxer de totalitarisme. Il est inutile de poursuivre l'énumération d'exemples de la double morale qui est appliquée au Nicaragua et du prix que doit payer le peuple de ce pays pour sa nouvelle dignité.

Comme tous les autres signes de la démocratie populaire qui se construit au Nicaragua, le sondage d'opinion publique réalisé par l'Institut de recherches Itztani les 4 et 5 juin 1988 est passé pratiquement inaperçu des moyens de communication internationaux. A notre avis, cette enquête a été ignorée parce que ses résultats mettent en cause le prisme à travers lequel ces moyens de communication interprètent l'information qu'ils diffusent sur le Nicaragua. Le sondage, au lieu de montrer un peuple opprimé par un gouvernement fanatique et anti-impérialiste, révèle un haut niveau de conscience et l'absence de peur parmi les personnes interrogées du fait que l'enquête soit sandiniste, oppositionnel ou simplement sans appartenance politique. Il démontre que ce ne sont pas les sandinistes mais une majorité du peuple de Managua qui est fortement anti-impérialiste.

Alors que 72% des habitants de la capitale jugent l'action du président "excellente", "bonne" ou "correcte", 63% considèrent la politique nord-américaine envers le Nicaragua "mauvaise" ou "très mauvaise". 86% rejettent une augmentation des fonds destinés à la Contra et 63% s'opposent aux Etats-Unis du fait de leur attitude impérialiste, de leur politique ou de leur corruption. Un autre chiffre serait difficile à diffuser pour les moyens de communication internationaux: 13% seulement des habitants de Managua considèrent la politique de l'Union soviétique envers le Nicaragua "mauvaise" ou "très mauvaise", alors que 70% la jugent "excellente", "bonne" ou "correcte" (de même que celle de Cuba).

Tout cela pourrait être considéré comme les réponses d'une population qui aurait peur de dire la vérité, n'étaient-ce les opinions fortement critiques des habitants de Managua en ce qui concerne les comités de défense sandiniste (CDS), le service militaire patriotique (SMP) et la gestion économique du gouvernement.

L'agression extérieure et la crise économique ne sont pas parvenues à briser l'anti-impérialisme de ce peuple. Bien plus, si nous suivons le raisonnement comparatif de l'article d'Iván Garcia Marengo, le soutien électoral apporté au FSLN se serait même accru pendant ces quatre années de crise. L'enquête, toutefois, montre que la crise renforce des aspirations profondes dans le peuple à ce que le gouvernement permette plus de démocratie et à ce qu'il apporte des solutions aux problèmes économiques.

La revendication sandiniste sur la scène internationale pour davantage de justice économique, de démocratie et d'autonomie internationale est pareillement adressée au régime par sa base populaire.

Les exigences envers la Révolution populaire sandiniste sont nombreuses, variées et simultanées. Au moment où les forces politiques internationales qui appuient les Etats-Unis exigent, conformément à leur double morale, que le Nicaragua développe une démocratie formelle plus achevée que les autres pays de la région, la base populaire de la révolution revendique plus d'avancées vers une démocratie participative. Au moment où la révolution répond de manière réaliste aux exigences de l'économie mixte par une réforme économique drastique, elle se trouve soumise à des pressions de sa base populaire pour construire un modèle économique utilisant les forces du marché pour redistribuer le revenu en faveur des classes populaires et mobilisant le peuple vers un socialisme autochtone et original.

Les résultats du sondage révèlent non seulement une avancée vers la démocratie formelle au Nicaragua, mais aussi l'existence d'un climat politique dans lequel la population n'a pas peur d'exprimer des critiques contre son gouvernement et d'exiger l'approfondissement de la démocratie économique et participative engagée en 1979.

Le Nicaragua, comme les autres pays du continent, est en train d'abandonner les modèles keynésiens de politique économique et de renoncer à l'Etat-providence. Le fait qu'il engage sa réforme économique sans l'aide des fonds de stabilisation dont bénéficient les autres pays latino-américains montre qu'il n'est plus dans une situation de dépendance envers les marchés financiers internationaux, qui exigent le démantèlement des modèles keynésiens au bénéfice d'un néo-libéralisme faisant peser l'issue de la crise sur les épaules du peuple et qui aura pour conséquence inéluctable l'augmentation des niveaux de répression.

L'agression elle-même a détruit les bases économiques matérielles d'un modèle de gestion étatiste au Nicaragua, dans lequel l'appareil administratif résoudreait les problèmes du peuple. La crise, à laquelle s'ajoutent les exigences d'un peuple rebelle et anti-impérialiste, oblige le sandinisme à se retourner vers la société civile, tant en matière de programme économique qu'en ce qui concerne la ligne de masse du parti, une sorte de retour au peuple puisque les initiatives gouvernementales devront partir de la conscience, de la créativité et de l'opinion publique de ce peuple.

La qualité de l'information recueillie dans ce premier sondage d'opinion publique est, à notre avis, vraiment excellente. Les chiffres donnés par certains sondages restent muets; le travail des analystes vise à les faire parler. Il n'en a pas été ainsi de l'enquête de l'Itztani. L'information montre une grande cohérence et une grande richesse sociale. Les articles et les rapprochements témoignent, comme les données brutes, et révèlent de nouveaux aspects du visage politique de Managua, tout en confirmant les intuitions populaires venues de la simple vie quotidienne. Nous saluons l'institut Itztani pour cette modeste contribution à l'énorme tâche d'approfondissement de la démocratie populaire naissante au Nicaragua.

2. Rappel des résultats des élections de 1984

- Répartition des votes en novembre 1984

Front sandiniste de libération nationale (FSLN)	51%
Opposition	24%
Indéterminé	25%
dont non inscrits	4%
abstentions	17%
votes nuls	4%

- Pourcentage de non-inscrits, d'abstentions, de votes nuls ou pour l'opposition lors des dernières élections présidentielles en Amérique centrale, 1984-1986

En %	Non inscrits	Abstentions	Votes nuls	Votes pour l'opposition
Ville de Managua	4,4	17,4	5,1	31,4
République du Nicaragua	7,0	24,6	6,1	33,0
République du Costa Rica	1,4	18,2	2,6	47,7
République du Guatemala	-	35,0	7,5	32,0
République d'El Salvador	-	51,1	11,4	46,4
République du Honduras	-	17,8	3,2	48,9

- Répartition des voix en 1984

Pour le FSLN	51% des inscrits
Pour l'opposition	
- anti-impérialiste	- 12 à 19%
- pro-impérialiste	- 7 à 14%
Inclassables politiquement	23%

3. Intentions de vote dans la perspective des élections de 1990

- Estimation des intentions de vote de la population de Managua en âge de voter en 1984 et 1988

En %	1984	1988
Pour le candidat du FSLN	51	55
Pour l'opposition anti-impérialiste	12-19	4
Pour l'opposition pro-impérialiste	7-14	18
Indéfinis/faible conscience politique	23	22

- Classification politique des personnes interrogées à Managua en juin 1988

1) Identifiés au FSLN	28%
2) Se réclamant de l'opposition	9%
3) Ne se réclamant d'aucun parti	60%

4. Aspects internationaux du sondage

- "Quel est le gouvernement étranger que vous admirez le plus?"

Positionnement politique	Costa Rica	Etats Unis	URSS	Cuba	Autre	Aucun	sans réponse	Total
FSLN (28%)	4	5	17	21	23	23	7	100
Opposition (9%)	18	26	6	4	18	20	8	100
Aucun parti (60%)	24	17	6	3	28	10	12	100

- "Quelle est votre opinion sur la politique du gouvernement soviétique envers le Nicaragua et l'Amérique centrale?"

Positionnement politique	Excellente	Bonne	Correcte	Mauvaise	Très mauvaise	sans réponse	Total
FSLN (28%)	31	55	7	1	1	5	100
Opposition (9%)	6	23	17	34	12	8	100
Aucun parti (60%)	7	37	16	12	5	23	100

- "Quelle est votre opinion sur la politique du gouvernement cubain envers le Nicaragua et l'Amérique centrale?"

Positionnement politique	Excellente	Bonne	Correcte	Mauvaise	Très mauvaise	sans réponse	Total
FSLN (28%)	36	51	6	2	0	5	100
Opposition (9%)	6	22	17	37	12	6	100
Aucun parti (60%)	7	34	17	17	6	19	100

- "Quelle est votre opinion sur la politique du gouvernement des Etats-Unis envers le Nicaragua et l'Amérique centrale?"

Positionnement politique	Excellente	Bonne	Correcte	Mauvaise	Très mauvaise	sans réponse	Total
FSLN (28%)	0	1	4	41	49	5	100
Opposition (9%)	6	12	34	28	11	9	100
Aucun parti (60%)	1	10	18	35	16	20	100

- "Quelle est, selon vous, la principale cause de la guerre au Nicaragua?"

Positionnement politique	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Total
FSLN (28%)	1	57	1	1	11	13	0	11	3	98
Opposition (9%)	13	16	10	20	5	0	0	27	9	100
Aucun parti (60%)	1	19	7	9	11	6	1	26	20	100

légende: 1) le communisme/le totalitarisme - 2) Reagan/l'impérialisme -
 3) Le manque de démocratie - 4) Le FSLN - 5) La Contra - 6) Les Etats-Unis -
 7) L'URSS - 8) Autre - 9) Sans réponse